Saint Jules

108e Année — Prix : 0 fr. 30 — N° 32.288 — MARDI 12 AVRIL 1938



LE COURRIER
DE SAONE-ET-LOIRE

Le Journal de Saône-et-Loire — L'Echo du Louhannais

QUOTIDIEN RÉPUBLICAIN DU MATIN

ADMINISTRATION ET RÉDACTION
7, rue des Tonneliers, 7
CHALON-SUR-SAONE



Téléphone : 48
Télégrammes : COURRIER-CHALON
Compte courant postal : N° 3919 Dijon

L'Autriche a vécu

Au soir du 10 avril 1938, l'Allemagne est la véritable triomphatrice de la guerre. Elle a su effacer sa défaite, réduire à sa merci ses vainqueurs, reconstituer l'armée la plus nombreuse du continent, annexer l'Autriche et faire trembler l'Europe. C'est un attristant sujet de méditation pour ceux qui, il y aura bientôt 20 ans, avaient cru que la victoire des alliés assurait pour des années la paix au monde et terrassait définitivement l'impérialisme germain.

Le « plébiscite » de la Grande Allemagne s'est déroulé comme on pouvait le prévoir. 99.016 % des électeurs allemands sont derrière le Führer. 99.75 % des votants autrichiens ont ratifié l'asservissement de leur pays, la disparition de la séculaire Autriche. Sur 4.284.795 Autrichiens qui ont voté, 4.273.884 ont voté « oui ». Seules les populations montagnardes du Tyrol et du Voralberg ont manifesté un semblant de résistance devant la marée allemande qui submerge leur pays.

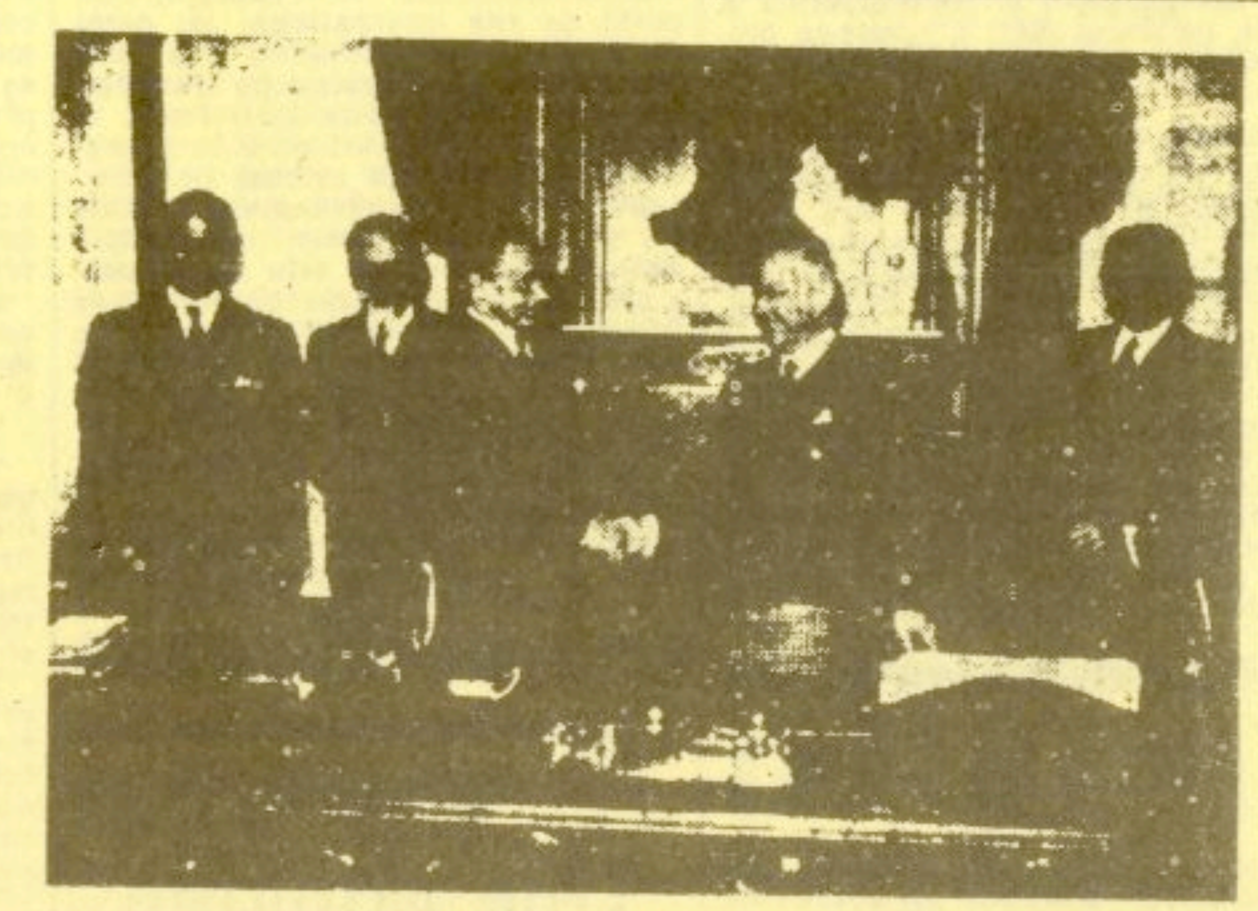
Dans leur sécheresse, ces chiffres ont quelque chose d'effarant. Ou, plutôt, ils auraient quelque chose d'effarant si l'on ne savait comment se pratique une élection sous le « contrôle » des organisations hitlériennes.

Le vote qui vient d'avoir lieu s'est déroulé sous la « protection » de l'armée allemande. Des dizaines de milliers d'Autrichiens dont on redoutait la voix, ont été jetés dans des camps de concentration. On a convaincu les autres par la menace et la délation ; et quand cette préparation a été achevée, on a conduit les électeurs dans un bureau de vote contrôlé par les nazis et on leur a mis dans la main une enveloppe dont un numéro permet-

Le Cabinet Daladier se présentera cet après-midi devant les Chambres

Le gouvernement, qui demandera une délégation de pouvoirs limitée, se propose de faire cesser les occupations d'usines

« C'est sur le consentement général de tous les Français à l'accomplissement de leur devoir que je compte avant tout », a déclaré M. Marchandeau à la presse



La passation des pouvoirs, lundi matin, au ministère de la Justice, entre M. Paul REYNAUD, nouveau ministre, et M. Marc RUCART, ancien ministre.

Paris, 11 avril. — La transmission des pouvoirs s'est effectuée ce ma-

ON PRÉVOIT L'ABSTENTION DES SOCIALISTES

l'administration, en vue d'examiner la situation financière et d'arrêter les premières mesures qu'il soumettra aux prochaines délibérations gouvernementales.

Recevant ensuite les représentants de la presse, M. Marchandeau leur a déclaré :

« J'étais parti à Reims et, samedi soir, on n'avait pu me joindre ; c'est seulement hier, dans ma mairie, que j'ai reçu un coup de téléphone de M. Daladier pour me confier la charge dont l'éminent président du Conseil d'hier, M. Léon Blum, a dit qu'elle était la plus exposée.

» J'y reviens à un mois d'intervalle et je n'apprendrai rien à personne en disant que je la retrouve aussi exposée que quand je l'ai quittée.

» Je n'ai pas grande révélation à faire sur ce que sont mes intentions. Chacun comprendra que depuis le mois de mars, mes idées sur la nécessité d'assainir les finances publiques ne se sont pas modifiées.

» Comme l'a si bien dit hier M. Daladier, président du Conseil, le salut du pays se présente comme un bloc et les finances ne sont qu'une partie de ce bloc, puisqu'aussi bien c'est sur elles que réagissent tous les événements. Mais c'est surtout

LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE S'ETEND

Le mouvement de grève a gagné la presque de la métallurgie parisienne

Le nombre des grévistes dépassait hier soir le chiffre de 130.000

Paris, 11 avril. — La troisième semaine du conflit de la métallurgie parisienne s'est ouverte par une recrudescence du mouvement de grève.

Aux usines Citroen, chez Gnome et Rhône et Rosengart, pour ne citer que quelques-unes d'entre les firmes qui ont cessé le travail, aucun changement n'est à signaler.

GRÈVE CHEZ RENAULT

Paris, 11 avril. — Le conflit métallurgique dans la région parisienne a gagné, cet après-midi, les usines Renault à Billancourt.

Il était 16 heures quand le mot d'ordre de débrayage a circulé dans les ateliers. L'occupation des piquets de grève a commencé aussitôt.

LA PLUPART DES USINES MÉTALLURGIQUES DE LA RÉGION PARISIENNE SUIVENT LE MOUVEMENT

Paris, 11 avril. — Après les usines Renault, la plupart des établissements métallurgiques de la région parisienne se sont joints au mouvement de grève dans le courant de l'après-midi. Parmi les maisons en grève, signalons notamment :

Lioré et Olivier, à Argenteuil, 2.000 ouvriers ; Moteurs Lorraine, 1.200 ouvriers ; Bloch (aviation) à Courbevoie et à Villacoublay, 1.700 ouvriers ; Moteurs Jaeger, 1.800 ouvriers ; Técalémit, 1.000 ouvriers ; Babcock-Wilcok, Franco-Belge d'Issy-les-Moulineaux ; Deberge et Lafaye, à Paris ; Somua, à Saint-Ouen ; Laques Hobard à Ivry, Delaunay-Belleville à Saint-Denis, Latil et Saurer à Puteaux, Lavalette à Saint-Ouen, Lorraine-Dietrich, etc., etc...

COMMENT L'OFFENSIVE COMMUNISTE A ÉTÉ MENÉE

Paris, 11 avril. — Selon les directives données samedi par le Conseil central de l'Union syndicale des métaux de la région parisienne, les délégations du personnel des usines métallurgiques se sont présentées aujourd'hui dans chaque entreprise où n'a pu intervenir un accord sur les salaires.

Elles ont réclamé également la conclusion des conflits et la signature des conventions collectives.

Ce matin, une délégation des usines du Matériel téléphonique de Boulogne-Billancourt, représentant environ un millier d'ouvriers, s'étant présentée à la Direction et n'ayant pas reçu de réponse satisfaisante, les ouvriers ont immédiatement débrayé.

Lire la suite en page 3

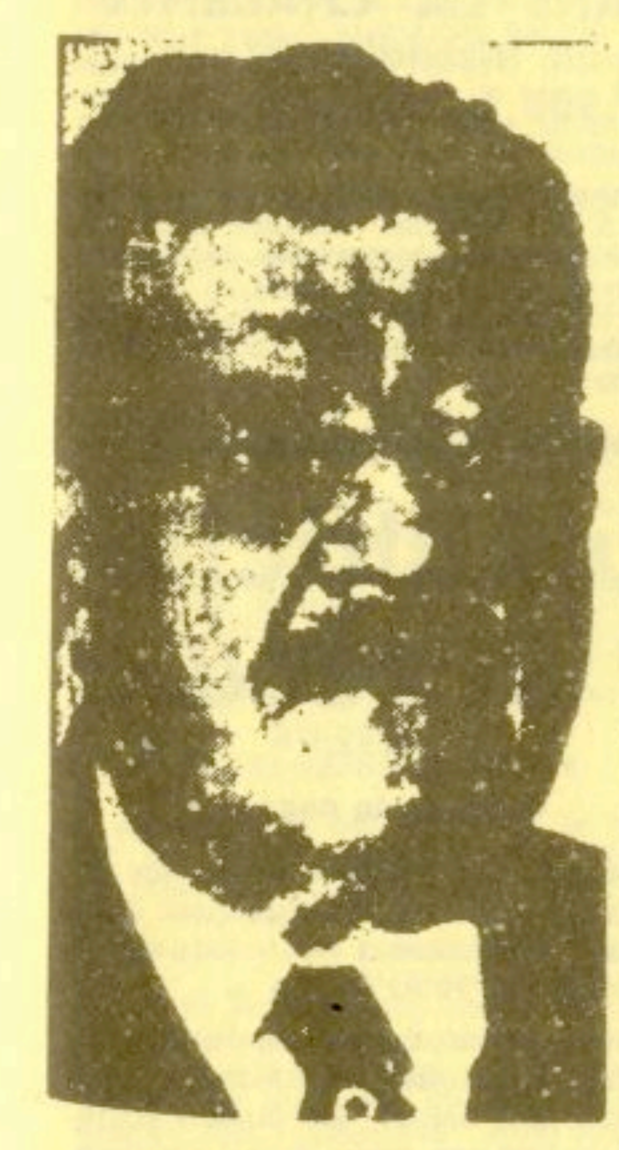


dacieux qui aurait osé voter selon son cœur.

René PRÊTET.

Lire la suite en page 3

L'élection sénatoriale de la Seine



M. Victor CONSTANT, le nouveau sénateur de la Seine.

...tin, à la présidence du Conseil, ainsi que dans les ministères dont les portefeuilles sont pourvus de nouveaux titulaires, sauf au ministère des P. T. T. où cette cérémonie a eu lieu au cours de l'après-midi.

C'est à 10 heures qu'a eu lieu la transmission des pouvoirs, à l'Hôtel Matignon, où, en l'absence de M. Léon Blum, légèrement souffrant, MM. Vincent Auriol, Février et de Tessan ont passé les services de la présidence du Conseil à M. Edouard Daladier, qu'accompagnaient MM. Camille Chautemps et Raymond Patenôtre.

Ces deux ministres s'installeront à l'Hôtel Matignon où M. Daladier s'est réservé les bureaux qu'occupait précédemment M. Léon Blum.

LA PRÉSENTATION DU CABINET DE M. DALADIER

Paris, 11 avril. — M. Edouard Daladier, qui a travaillé toute la matinée dans son cabinet, a décidé que son gouvernement se présentera demain mardi, à 16 heures, devant le Parlement.

La présentation du ministère sera précédée d'un Conseil des ministres qui se tiendra à l'Elysée, au début de l'après-midi, à une heure qui n'est pas encore définitivement arrêtée. Il est vraisemblable que ce Conseil aura lieu soit à 14 h. 30, soit à 15 heures.

D'autre part, M. Edouard Daladier réunira demain ses collègues, à 11 heures, au ministère de la Guerre. Au cours de cette délibération gouvernementale, M. Marchandeau soumettra au Conseil ses projets financiers qui, comme la déclaration ministérielle, seront définitivement approuvés au cours du Conseil des ministres de l'après-midi.

Il est vraisemblable que le Gouvernement demandera au Parlement le vote d'une délégation de pouvoirs pour une durée déterminée et un objet précis.

Après le débat devant la Chambre, puis au Sénat, probablement jeudi, il est vraisemblable que les Chambres seront mises en vacances jusqu'au milieu du mois de mai.

Paris, 11 avril. — La présentation du nouveau cabinet à la Chambre reste, en principe, fixée demain à 16 heures. Il se peut que l'Assemblée commence par examiner le projet de création d'une carte touristique pour les étrangers.

La lecture de la déclaration sera faite au Palais Bourbon par M. Daladier et au Luxembourg par M. Chautemps.

On croit que le président poserait la question de confiance sur le renvoi à la suite des interpellations.

Il est probable qu'un projet analogue à celui qui a été déposé la semaine passée serait adopté sans trop de difficultés, mais avec une majorité différente.

Si le texte était voté dans la nuit, il pourrait être examiné par le Sénat dès jeudi.

Quelle que soit la procédure, il semblait que le Gouvernement obtiendrait les votes de confiance qu'il sollicitera du Parlement ; les groupes ne seront cependant appelés à délibérer que lorsque les intentions de M. Daladier seront connues. On ne peut encore préjuger de l'attitude socialiste, mais plusieurs des membres de ce groupe semblent peu enclins à accorder à un Cabinet où ils ne sont pas représentés les pouvoirs qui ont été deux fois refusés à des ministères présidés par leur chef, M. Léon Blum.

On considérait comme probable une abstention générale des socialistes ; la majorité se trouverait alors étendue vers le centre par l'appoint des voix de certains groupes de l'opposition : gauche démocratique, Alliance, Démocrates populaires, indépendants républicains, représentés au sein du Cabinet et peut-être même une fraction des républicains indépendants et de la Fédération républicaine.

L'ÉTUDE DES MESURES FINANCIÈRES

Paris, 11 avril. — M. Paul Marchandeau a conféré, à la fin de la matinée, avec les divers directeurs de ...

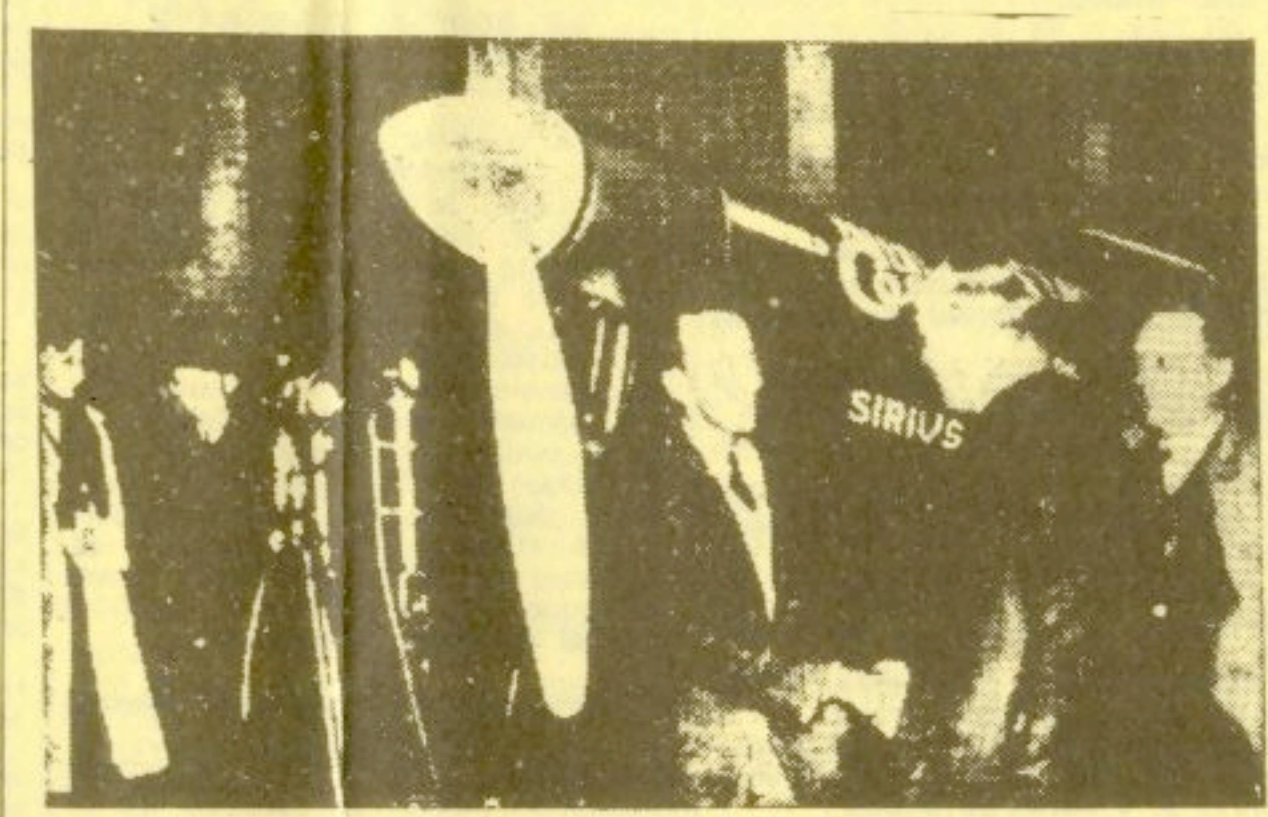
... que si nous voulons assurer le salut, il faut que chacun sache accepter toutes les charges en proportion de ce que sont ses facultés et ses moyens.

Lire la suite en page 3

... minoirs Saint-Victor ; Constructions mécaniques Neclaux à Paris ; Franco-Belge Gevelot ; Salmson, Air Azur, Carrosserie Million-Genret, Chaudronnerie Pinsard-Deny à Noisy-le-Sec, Carrosserie Letourneur ; Blériot à Suresnes, Constructions mécani-...

Départ de La Vallière pour la tentative de record du monde

New York - Paris



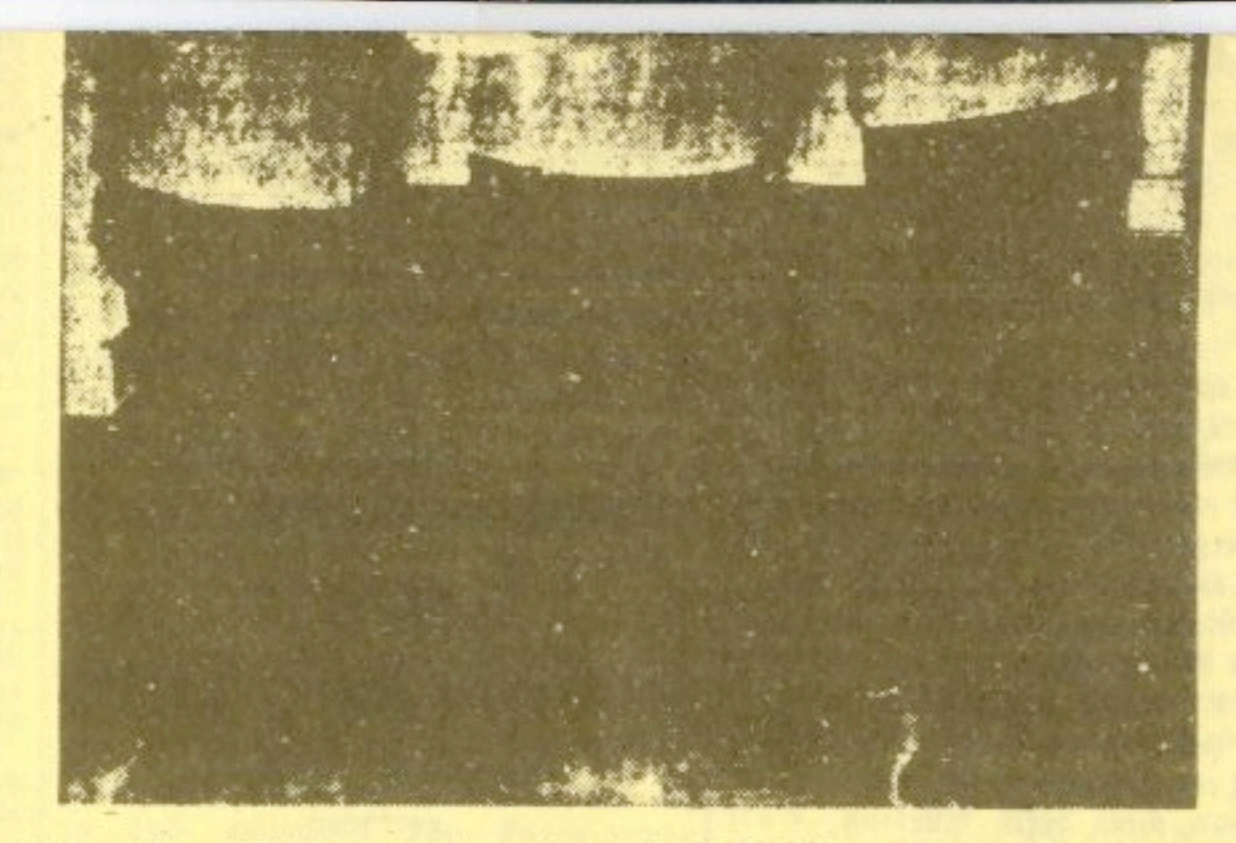
Avant l'embarquement de l'avion, le capitaine de La Vallière et son mécanicien procèdent aux dernières vérifications...

De notre envoyé au Havre. — La course infernale reprend sur New York - Paris... En effet, Philippe de La Vallière embarque demain pour New York d'où il tentera dès la semaine prochaine un nouveau record de vitesse sur la traversée de l'Atlantique nord en avion monomoteur. Originaire de notre département (il est né à Chalon en 1894), Philippe de La Vallière est devenu un as de l'aviation pendant la dernière guerre où, au côté de Guynemer, il participa aux exploits de l'« Escadrille des Cigognes ».

Bien sûr la tentative sera particulièrement suivie en Saône-et-Loire. Le record actuel est détenu par l'américain John Savage sur Leister-B60 mais le Sirius des Français — de conception révolutionnaire paraît-il — ne devrait pas avoir de problème pour être plus rapide. La météo devrait jouer également un grand rôle et des essais radio seront effectués avec des paquebots pour obtenir les informations météorologiques les plus récentes.

Un point noir cependant, des menaces ont été faites aux aviateurs français pour tenter de les décourager. En effet, la firme qui détient le record actuel ne veut pas en être dépossédée. On aurait pu s'attendre à plus de fair-play de la part de nos amis américains.

Prochain article : Préparation d'un record.



Le chancelier HITLER, ayant à gauche le Dr GŒBBELS, ministre de la Propagande, et à droite, M. HESS, ministre du Reich, à la Chancellerie, à Berlin, examinant les résultats du vote.

LA FIN DE L'AUTRICHE

Le "plébiscite" a donné officiellement 99.08 % des voix au Führer !

« Une unanimité si excessivement astronomique ne fait que prouver l'usage de la force et l'absence totale de liberté » écrit un journal anglais

Berlin, 11 avril. — Voici les résultats officiels provisoires du scrutin pour l'élection du Reichstag Grand Allemand, communiqués par le D. N. B. :

Nombre des inscrits : 49.493.028.

Nombre des suffrages exprimés 49.279.104, soit 99,57 %.

Ont voté pour la liste du Führer : 48.751.587, soit 99,08 %.

Ont voté « Non » : 452.170.

Le nombre des députés élus s'élève au total à 813.

Bulletins nuls : 75.347.

Ces résultats ont été accueillis par un déchaînement d'enthousiasme.

LA PRESSE ALLEMANDE

Berlin, 11 avril. — La presse de lundi matin célèbre unanimement le « triomphe » remporté par le Führer chancelier à l'occasion du plébiscite.

Le « Voelkischer Beobachter » écrit : « La réintégration de la marche orientale au sein du Reich est devenue définitive. Maintenant, il s'agit de conserver ce Reich par la force de nos poings et de ne l'abandonner à personne ».

Le « 12 Uhr Blatt » écrit : « Le résultat électoral est le témoignage le plus grandiose et le plus complet qu'un peuple ait jamais manifesté. La nation allemande s'est donné hier le plus grand jour de fête de son histoire ».

La « Montagspost » parle d'une « page de gloire » de l'histoire allemande et écrit : « L'Allemagne est de nouveau une puissance mondiale. Elle est presque inattaquable. Seuls des fous pourraient encore entraver ses efforts vers le bonheur et vers la paix. Le résultat électoral de dimanche est un signal pour le monde ».

A VIENNE

Vienne, 11 avril. — Les rues de Vienne ont présenté, tard dans la nuit, une grande animation. Mais on ne signale aucun incident.

Le journal « Montag » note avec satisfaction que le cardinal Innitzer, en pénétrant dans le local de vote, a salué à l'hitlérienne en levant le bras. Après qu'il eut voté, un membre de la Jeunesse hitlérienne lui épingla l'insigne à l'effigie du Führer, qui témoigne de l'accomplissement du devoir électoral et, en quittant le local de vote, le cardinal Innitzer renouvela le salut hitlérien.

Certains journaux autrichiens, qui paraissent d'habitude le lundi après-midi, ont paru dès ce matin, pour annoncer à leurs lecteurs le résultat du plébiscite, et leurs manchettes résument à elles seules l'impression causée par ce résultat.

Le « Neues Wiener Journal » parle d'un « oui unanime » et déclare que la patrie du Führer est allemande.

Pour le « Neues Wiener Tageblatt », le plébiscite est une « grandiose profession de foi de la marche de l'Est pour le Führer ». Dans son commentaire, ce journal ajoute : « Ce ne fut pas un plébiscite au sens où l'entendent les systèmes démocratiques. Ce fut une offrande de reconnaissance. Devant l'histoire du peuple allemand, devant le Führer du peuple allemand, nous, Allemands d'Autriche, nous avons dit : « Oui, mon Führer, c'est ta patrie ».

Lire la suite en page 3



LE NOUVEAU MINISTERE DALADIER. — On reconnaît, de gauche à droite : MM. RUCART, QUEUILLE, BONNET, PATENOTRE, CHAUTEMPS, CAMPINCHI, REYNAUD, DALADIER, CHAMPETIER DE RIBES, SARRAUT, GENTIN, FROSSARD, ZAY et Guy LA CHAMBRE.

NOUVELLES DE DERNIÈRE HEURE

L'élection de la Seine montre un courant dont M. Daladier pourrait profiter

(De notre rédaction parisienne, lundi, 22 heures.)

C'est demain, à 4 heures, que le ministère Daladier se présente devant les Chambres. Après la lecture de la déclaration ministérielle, le président du Conseil demandera le renvoi à la suite des interpellations, en posant la question de confiance. Ce sera sa première majorité. En même temps, il déposera un projet financier, dont il n'était pas encore absolument sûr, ce soir, ... comporterait une délégation

... ...

... pouvoirs limités a ... financière, et limités aussi dans la durée. On parlait de trois mois

C'est demain, au Conseil de Cabinet, que la question sera tranchée ; nous comprenons les hésitations de M. Daladier, qui n'a pas besoin de pleins pouvoirs s'il croit posséder les moyens de rétablir l'ordre, et, par conséquent, la confiance.

M. Léon Blum a eu beau soutenir, l'autre jour, le contraire : les capitaux rentreront et sortiront des cachettes, quand il y aura en France un Gouvernement qui gouvernera. Déjà, sur la bonne mine du nouveau Cabinet, les rentes ont remonté, et la livre a baissé. C'est l'indication du crédit que, non seulement les milieux financiers, mais l'opinion publique tout entière accorde au nouveau chef du Gouvernement, sur le bilan méritoire de son activité au ministère de la Guerre depuis deux ans.

Disons en passant qu'à ce point de vue on félicite M. Daladier de ne pas s'installer à l'Hôtel Matignon, où seront les services de M. Chautemps, et de rester dans le cadre des bureaux de la rue Saint-Dominique, qui lui sont familiers, et où il se trouve en contact direct, et pour ainsi dire de tous les instants, avec l'état-major.

M. Daladier, dans les entretiens qu'il a eus au cours de la crise, a dit qu'il mettait en tête de son programme l'évacuation des usines occupées. Il y avait à ce moment-là 30.000 grévistes à Paris et dans la banlieue. Ce soir, du fait de la grève avec occupation des usines Renault, ils sont plus de

cette initiative de M. Levillain, qui agissait en plein accord avec son ami M. Loyau, qu'il avait été question de substituer aux quatre candidats anti-communistes.

Ajoutons que, pour fêter la victoire de M. Victor Constant, un dîner fut improvisé, où fraternisèrent MM. Pierre Laval, Levillain, Loyau, Bourre, Torchaussée, etc.., c'est-à-dire les représentants de tous les partis anti-marxistes.

« Ce fut, nous disait M. Tixier-Vignancour qui s'était glissé parmi les convives, une belle manifestation d'Union sacrée ». Il ajou... en parlant de M. Pierre Laval des gens du Front Populaire, 'il « leur a donné une belle ;on de cuisine ».

Il faut prendre ici le mot « cuisine » au sens noble, car, précisément dans l'affaire, tout s'est passé au grand jour ; et l'appel de M. Pierre Laval n'a été entendu que parce que lui-même était porté par le courant.

Ce courant portera M. Daladier, si M. Daladier le veut bien ; ses amis ont dû lui rapporter qu'il n'y avait pour ainsi dire pas de réaction, à la Chambre, de la part des socialistes contre son Cabinet, et que, du côté de la minorité, la réserve qui s'exprime ce soir dans le communiqué de la Fédération Républicaine n'avait rien du préjugé défavorable.

Mais les pleins pouvoirs effraient à juste titre ceux des députés qui ont failli payer de leurs sièges leur approbation des décrets Laval.

M. Daladier ne peut obtenir un blanc-seing des modérés que si les socialistes le lui accordent aussi, ou si les socialistes, votant contre le Cabinet, M. Daladier accepte vaillamment la rupture du Front Populaire et le renversement de la majorité.

Un grand journal a publié un graphique qui range dans l'opposition au ministère Daladier, 35 radicaux sur 110. Cette estimation est tout à fait exagérée ; M. Malvy nous disait que tout ce qui pourrait y avoir dans son groupe, ce serait quelques absents par congé.

Ainsi, M. Pierre Cot, qui vient de se marier, à Genève, aura une excuse tout à fait valable ; mais les autres radicaux de Front Populaire pourront difficilement voter contre le président de leur

Les grèves s'étendent malgré la volonté des ouvriers

Suite de la page 1

CENT TRENTE MILLE OUVRIERS EN GREVE

Paris, 11 avril. — Le conflit de la métallurgie de la région parisienne, qui samedi et dimanche n'avait pas évolué, s'est subitement étendu et aggravé au cours de la journée.

Dans la plupart des usines en activité, une délégation avait été nommée pour porter aux directions les revendications ouvrières. Les réponses n'ayant pas paru satisfaisantes aux délégués, les ouvriers d'un certain nombre d'usines de la grosse industrie métallurgique ont cessé le travail vers 16 heures, notamment les usines Renault, dont 35.000 ouvriers occupent les ateliers.

Plus de 130.000 ouvriers métallurgistes sont actuellement en grève.

AU MINISTERE DU TRAVAIL ON ESSAIE DE RESOUDRE LE CONFLIT

Paris, 11 avril. — Des consultations pour mettre fin au conflit de la métallurgie se sont poursuivies au ministère du Travail, où ont été successivement reçus M. Lescaille, président de la Chambre syndicale des constructions aéronautiques, et les délégués ouvriers de l'Union syndicale métallurgique

Le ministre recevra demain M. Petiet, représentant patronal des industrise métallurgiques autres que l'aviation.

M. SARRAUT CONFÈRE AVEC M. RAMADIER

Paris, 11 avril. — M. Sarraut, ministre de l'Intérieur, a reçu en fin d'après-midi M. Ramadier, ministre du Travail, avec lequel il s'est entretenu du conflit de la métallurgie de la région parisienne et de la question des occupations d'usines.

QUAND LE VOTE SECRET EST ADMIS, LES OUVRIERS REPOUSSENT LA GRÈVE

Versailles, 11 avril. — Les 800 ouvriers de l'usine des Téléphones de Bezons ont repoussé la grève à une forte majorité par un vote secret.

LES DÉLÉGUÉS CÉGÉTISTES ONT IMPOSÉ LA GRÈVE MALGRÉ LA VOLONTÉ DES OUVRIERS

Paris, 11 avril. — Le groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne communique :

Les grèves avec occupations déclenchées dans la journée dans une soixantaine d'établissements portent environ à une centaine le nombre d'entreprises occupées employant ensemble 130.000 salariés dont 60.000

LE GOUVERNEMENT va demander les pleins pouvoirs financiers

Suite de la page 1

» C'est sur ce consentement général de tous les Français à l'accomplissement de leur grand devoir que je compte avant tout, au moment où, avec courage et confiance, je me remets au travail pour mener à bien ma lourde tâche ».

LES MESURES FINANCIERES

Paris, 11 avril. — Le nouveau ministère réclamera des deux assemblées l'autorisation de prendre par décret jusqu'au 31 juillet les mesures propres à assurer la défense de la monnaie, la restauration des finances publiques et le relèvement de l'économie nationale.

Parmi les moyens envisagés, on cite dès maintenant la suppression de l'amortissement de la dette publique pendant deux ans, la faculté donnée à l'Etat de recevoir de la Banque de France 5 milliards d'avances supplémentaires, l'autorisation d'émettre un emprunt de défense nationale d'un montant de 15 milliards ; l'aménagement des tarifs douaniers, etc...

Dans l'éventualité d'un vote favorable, les Chambres seront mises en vacances à la fin de la semaine en raison des fêtes de Pâques et seront rappelées dans le courant du mois, après la session des Conseils généraux.

UN COMMUNIQUE DE LA FÉDÉRATION RÉPUBLICAINE

Paris, 11 avril — Voici le communiqué publié à l'issue de la réunion de la Fédération républicaine :

« Réuni sous la présidence de M. Louis Marin, le groupe de la Fédération républicaine a été unanime pour féliciter M. Victor Constant, président du Conseil général de la Seine et membre du Conseil national de la Fédération, de sa belle élection au Sénat et du fait qu'il a ainsi réuni sur son nom les suffrages de tous les délégués sénatoriaux anticommunistes du département.

Le groupe de la Fédération souligne l'exceptionnelle gravité des grèves qui s'étendent dans la métallurgie parisienne, au mépris des dispositions formelles de la loi du 4 mars 1938, sur l'arbitrage et la révision des salaires. Il décide de réserver son attitude à l'égard du Gouvernement jusqu'à ce que soit connu son programme et ses projets.

Le groupe tient enfin à déclarer que conformément à certains commentaires publiés à l'occasion de son communiqué de dimanche soir, il s'est abstenu de toute appréciation sur la présence dans le cabinet formé par M. Daladier de certains membres de la minorité.

L'impression à l'étranger

EN ANGLETERRE

Londres, 11 avril. — Tout en regrettant que les circonstances n'aient pas permis à M. Daladier de constituer un ministère d'Union nationale dont son offre au parti socialiste attestait l'intention, les milieux bien informés britanniques expriment leur satisfaction de voir la crise française rapidement dénouée.

EN BELGIQUE

Bruxelles, 11 avril. — « L'Indépendance Belge » (organe de concentration nationale) estime que « si le Cabinet Daladier n'apparaît pas comme la combinaison ministérielle idéale, il semble de taille cependant à arrêter la France dans sa marche à l'abîme et peut-être à lui faire remonter la pente ».

EN ITALIE

Rome, 11 avril. — Le Cabinet Daladier est accueilli avec sympathie à Rome, où on se plaît à y voir la promesse d'un retour à une politique réaliste.

L'Agence Stefani écrit :

« Le choix de M. Daladier comme président du Conseil doit être généralement interprété comme une imposition réaliste et non uniquement politique, du problème de la défense nationale. Cette fois, on assure que la défense nationale ne sera pas seulement comprise comme potentiel technique des forces armées, mais aussi comme renforcement financier, stabilisation de l'ordre, intensification du travail, début d'une période de concorde nationale et de mobilisation morale ; mise à jour et revision de la politique internationale, etc. »

L'élection sénatoriale

On reparle du C. S. A. R.

Paris, 11 avril. — M. Béteille, juge d'instruction, a notifié cet après-midi les inculpations d'association de malfaiteurs, importation, détention et transport d'armes de guerre et complicité, aux quatre membres de l'association du C. S. A. R. qu'il avait convoqués à cet effet dans son ca-

L'Angleterre demande que la reconnaissance de la conquête de l'Ethiopie soit à l'ordre du jour de la prochaine session genevoise

Genève, 11 avril. — Le gouvernement britannique ayant demandé, dans la note qu'il a adressée au secrétariat de la Société des Nations, l'inscription de la question éthiopienne à l'ordre du jour du prochain Conseil de la Société des Nations, qui se réunira à Genève le 5 mai, le secrétaire général inscrira cette question à l'ordre du jour provisoire qui devra être approuvé définitivement par le Conseil lors de sa prochaine réunion, et il communiquera immédiatement la note britannique aux membres du Conseil et à l'Ethiopie.

PAS DE SURPRISE

Paris, 11 avril. — La demande du gouvernement anglais d'inscrire la question de la reconnaissance de la conquête de l'Ethiopie à l'ordre du jour de la session de Genève n'a causé aucune surprise dans les milieux diplomatiques franjais qui ont été informés du cours des négociations anglo-italiennes.

LE GOUVERNEMENT ANGLAIS INVOQUERAIT L'ARTICLE 19

Genève, 11 avril. — La communication britannique demandant au Conseil de la S. D. N. d'examiner la situation anormale de l'Ethiopie du point de vue international est datée du 9 avril. Elle démontre que cette résolution a été antérieure aux derniers entretiens entre lord Perth et le comte Ciano, ainsi qu'à la constitution définitive du cabinet Daladier.

Ou bien le gouvernement anglais se propose d'instituer un simple échange de vues au sein du Conseil « sur les conséquences découlant de la situation actuelle en Ethiopie » ou bien il entend obtenir le vote d'une résolution comportant la législation de la reconnaissance ; dans ce dernier cas, l'entreprise s'avère singulièrement difficile.

Le gouvernement anglais serait en faveur d'une formule inspirée de l'article 19 du Pacte d'après laquelle l'Assemblée doit inviter les Etats à examiner les situations internationales constituant un danger pour la paix.

AU BRÉSIL

Une panique dans un cinéma

30 morts, 100 blessés

Le plébiscite allemand

Suite de la page 1

LA PRESSE ANGLAISE JUGE SÉVÈREMENT LA COMÉDIE

Londres, 11 avril. — Si la quasi-unanimité du plébiscite allemand était destinée, dans l'esprit des organisateurs, à convaincre l'opinion publique étrangère du sentiment profond du peuple autrichien, on peut dire qu'elle a obtenu l'effet opposé auprès de l'opinion anglaise, telle qu'elle est, ce matin, reflétée par la presse londonienne.

Le « Times », qui s'applique cependant à montrer tout ce qu'il y avait, à son avis, de naturel dans l'union de l'Autriche à l'Allemagne, arrive à la conclusion que le plébiscite n'aurait eu de valeur que s'il s'était déroulé comme le voulait le chancelier Schuschnigg. Ayant au contraire eu lieu à l'ombre des baïonnettes allemandes, il constitue, selon le journal conservateur, le digne couronnement des « méthodes déplorables » employées par les dirigeants nazis depuis le coup de force du mois dernier.

« En tant qu'instrument révélant le véritable sentiment des Autrichiens, écrit de son côté le « Daily Telegraph » le plébiscite n'a pas plus de signification qu'un baromètre dont l'aiguille serait déplacée par la main, non par le mercure.

« Une unanimité « si excessivement astronomique », loin d'être une force en soi, ne fait, conclut le journal de droite, que prouver l'usage de la force et l'absence totale de liberté ».

AUCUN COMMENTAIRE A VARSOVIE

Varsovie, 11 avril. — Les résultats du plébiscite allemand n'ont causé aucune surprise ni provoqué aucune réaction dans les milieux gouvernementaux de Varsovie. Les journaux se contentent de reproduire les dépêches d'agences et les résultats, sans les commenter.

Dans les milieux politiques polonais, on considère que l'événement de la journée d'hier n'a pas été le plébiscite du Reich, qui n'apporte rien de nouveau, mais la formation du Cabinet Daladier, auquel ils attachent une importance particulière.

UN « SUICIDE » DE PLUS !

Vienne, 11 avril. — D'après un bruit qui court avec persistance à Vienne, mais dont on n'a pu obtenir de confirmation officielle, le général Zehner, ancien secrétaire d'Etat à la Défense nationale dans le cabinet Schuschnigg, se serait donné la mort.

Le général avait fait partie des cours martiales qui ont prononcé des condamnations à mort contre certains nationaux-socialistes, impliqués dans les événements qui se sont déroulés à Vienne, en juillet 1934.

En Espagne

Suite de la page 1

Ce n'est pas encore la grève générale de la métallurgie de la région parisienne, mais c'est une grève très étendue, puisqu'un seul établissement important, les usines Peugeot, n'est pas touché par la grève.

Il est clair que la cessation du travail, chez Renault, ne vient pas des trotskystes ou des pivertistes, mais des communistes, qui ont voulu prendre leur revanche, autant de l'installation de M. Georges Bonnet au Quai d'Orsay, que de la défaite du candidat communiste à l'élection sénatoriale d'hier.

Ce qui a tout particulièrement irrité les dirigeants du parti communiste, dans cette élection, c'est qu'elle a été une revanche de M. Pierre Laval. On se souvient que celui-ci, réélu aux dernières élections sénatoriales, dans la Seine, et élu dans le Puy-de-Dôme, avait opté pour son département natal, et qu'il avait été remplacé, dans la Seine, par M. Clamamus. Hier, il s'agissait de remplacer un néo-socialiste, M. Auray, et les communistes ne doutaient pas du succès de leur candidat, M. Marrane, maire d'Ivry, ancien président du Conseil général, qui était un excellent candidat. L'Humanité avait dénombré les délégués sénatoriaux de Front Populaire et en avait trouvé 730 sur 1.250. M. Marrane n'en a pas moins été battu, et par un membre du Comité de la Fédération Républicaine, M. Victor Constant, parce que les voix de l'U. S. R. se sont reportées sur lui, à l'appel de M. Pierre Laval, qui a dit aux délégués sénatoriaux anti-communistes qu'ils avaient à choisir entre la paix et la guerre.

Ajoutons que M. Pierre Laval défendait en M. Victor Constant un autre Auvergnat.

Il n'a pas dû manquer de conseils timides pour détourner M. Pierre Laval de se montrer dans cette élection ; il ne les a pas écoutés, et en se jetant dans la bagarre, il a non seulement fait élire son candidat, mais il a donné à l'élection sa véritable portée.

MM. Violette et Paul-Boncour l'ont si bien compris que, pour protester contre la trahison de leur ami politique, ils ont tous deux envoyé à M. Marcel Déat leur démission de l'U. S. R., parti fondé par M. Paul-Boncour.

Celui-ci avait permis aux communistes de distribuer aux délégués sénatoriaux des tracts où on lui faisait recommander la candidature Marrane. Mais un conseiller municipal U. S. R., M. Levillain, téléphona à M. Paul-Boncour pour lui dire qu'il se mêlait de ce qui ne le regardait pas, et que seule la Fédération de la Seine de l'U. S. R. avait voix au chapitre, dans cette élection. C'est M. Lafaye, député néo-socialiste de la Gironde, qui nous a signalé [...] parti.

A M. Daladier de voir s'il doit exploiter immédiatement cette situation, qui deviendrait vite moins favorable s'il laissait se poursuivre les occupations d'usines, ou si, entreprenant de les faire évacuer, ce qui comporte certains risques, il échouait.

Pierre COMPANS

L'accord anglo-italien serait signé jeudi

Londres, 11 avril. — On considère que l'accord anglo-italien sera signé jeudi prochain à Rome.

EN ROUMANIE

UN AUTOCAR pris en écharpe par une locomotive

7 morts, 21 blessés

Bucarest, 11 avril. — Un autocar a été pris en écharpe par une locomotive, à un passage à niveau entre Galatz et Cetatea-Alba, et complètement détruit.

Il y a sept morts et 21 blessés, dont plusieurs très grièvement.

L'accident est dû à la négligence du garde-barrière.

D'autre part, un train de marchandises est entré en collision hier avec la remorque d'une automotrice, à la station de Podu-Iloaei.

Dix passagers ont été blessés.

---

pour les établissements Renault et Citroën ; les délégués, en présentant des demandes d'augmentations de salaires, n'ont pas caché qu'ils agissaient par ordre. Ils s'en sont, dans de nombreux cas, excusés.

Les directions ont confirmé qu'elles se référaient à l'application de la loi pour la question des salaires. Lorsque la question de la convention collective a été évoquée, les directions ont souligné que la convention de 1936 n'ayant pas été dénoncée, reste en vigueur dans de nombreux établissements et la résistance d'une fraction importante du personnel s'est manifestée par des demandes de vote au bulletin secret. Celui-ci a été généralement empêché par les délégués et dans quelques cas, il a pu cependant être organisé : on note des résultats qui confirment l'impopularité du mouvement.

Plusieurs décisions de continuation du travail ont été prises à la majorité des votants.

MAJORITE ECRASANTE CONTRE LA GREVE AUX USINES RENAULT

Paris, 11 avril. — La Direction des usines Renault communique la note suivante :

Un vote organisé dans la soirée de lundi parmi les collaborateurs des usines Renault a donné les résultats suivants :

Pour la grève : 874 voix ; contre la grève : 2.922 voix ; bulletins nuls : 25 voix ; blancs : 90 voix ; au total, 3.911 voix.

Ces résultats ont été contrôlés par deux délégués de chacune des organisations suivantes : C.G.T., F.G.M., S.A.C.I.A.T., C.F.T.C. et C.S.P.F., et représentent donc des chiffres officiels.

A titre d'exemple, un bureau de vote installé dans un seul service « la comptabilité industrielle », a enregistré 436 voix contre la grève, 26 pour la grève et 4 bulletins blancs.

Cette énorme majorité contre la grève justifie le fait que la direction des usines Renault a décidé de convier ses collaborateurs à reprendre le travail normalement mardi, à 8 heures. En ce qui concerne l'occupation de l'usine, elle fait remarquer qu'à peine 10 % du personnel ouvrier est resté à l'intérieur des ateliers, soit environ 3.500 ouvriers pour 135 hectares.

Le " Front Populaire " en Tunisie

10 morts : tel est le bilan de l'échauffourée de samedi

Le calme revient peu à peu sur le territoire de la résidence

Tunis, 11 avril. — On mande officiellement :

Le calme est complet à Tunis. Quelques actes de sabotage ont été commis dans la région du Cap Bon.

On signale une légère agitation dans la région de Monastir. La situation est normale dans le reste de la résidence.

Le chiffre des victimes de l'échauffourée de samedi s'élève à dix morts parmi les manifestants et un mort dans le service d'ordre. Les obsèques des dix indigènes tués ont eu lieu dans la matinée sans aucun incident.

Le général commandant supérieur des troupes en Tunisie a mis le public en garde contre les bruits tendancieux qui peuvent courir ou être diffusés en ce moment. Ces bruits sont de nature à inquiéter inconsidérément l'opinion, et le Gouvernement, qui sait distinguer les bons éléments de la population des fauteurs de troubles et des porteurs de fausses nouvelles, est décidé à réprimer avec l'énergie désirable des agitations semblables à celles qui ont provoqué les troubles récents.

[...] de la Seine sème le désarroi dans les groupes du « Front populaire »

Paris, 11 avril. — A la suite du résultat de l'élection sénatoriale qui a eu lieu hier dans la Seine, MM. Maurice Violette, sénateur d'Eure-et-Loir, ancien ministre ; Paul-Boncour, président du parti ; et Raoul Brandon, député de Paris, ont adressé leur démission de membre du parti au secrétaire général de l'Union socialiste républicaine.

LE CONFLIT S'AGGRAVE ENTRE L'U. S. R. ET LES COMMUNISTES

Paris, 11 avril. — M. Emile Favier, secrétaire général de la Fédération de la Seine de l'Union socialiste républicaine, communique une note où il proteste contre les commentaires parus, ce matin, dans certains journaux, au sujet du résultat de l'élection sénatoriale du 10 avril. Il s'agit des commentaires de « L'Humanité ».

Il ajoute : « Notre Fédération a eu, au cours de cette élection, le souci d'assurer l'élection d'un candidat de Front populaire, et aussi de faire à être victimes des manœuvres dé- respecter les droits des partis démocratiques, qui se refuseront toujours loyales du parti communiste ».

DOUBS

UN ADJUDANT EST ECRASE PAR SA VOITURE

Besançon, 11 avirl. — On a découvert, ce matin, aux abords du village d'Avilley, dans l'arrondissement de Baume-les-Dames, une automobile renversée sur le talus d'un chemin vicinal conduisant à la route nationale. Dans ce véhicule, une petite 5 CV, un cadavre gisait qu'on a identifié comme étant celui de M. Gonin, adjudant au parc d'artillerie du Valdahon.

Le malheureux avait eu la tête écrasée sous la carrosserie ; on ignore dans quelles circonstances a pu se produire cet accident.

UN PIETON EST TUE PAR UNE AUTO

Besançon, 11 avril. — Cette nuit, M. Bourquin, demeurant à Ornans (Doubs), suivait en automobile la route de Dole à Besançon, quand il aperçut, entre Dampierre et Saint-Vit, un piéton qui tenait le milieu de la chaussée. L'automobiliste qui roulait à une vitesse qu'il évalue lui-même à 100 kilomètres à l'heure, actionna son klaxon puis freina, mais en passant à hauteur du piéton, il perçut un léger choc et, obliquant à gauche, il jeta sa voiture dans le fossé. M. Bourquin, qui n'avait aucun mal, découvrit alors sur la route une pipe et une casquette, mais il ne put retrouver trace du piéton.

Peu après, on alertait la gendarmerie de Fraisans qui, après de longues recherches, finit par découvrir, au matin, dans un fossé, et à une trentaine de mètres du lieu de l'accident, le cadavre du piéton.

Ce dernier est M. Dame, âgé de 60 ans, domestique de culture à Evans (Jura).

La gendarmerie de Fraisans poursuit son enquête.

---

binet.

Disons tout de suite qu'il les a laissés tous quatre en liberté provisoire ; ce sont MM. le Dr Marcel Blondin Walter, 42 ans, demeurant 198, boulevard Saint-Germain, qui avait, on s'en souvient, participé à une fourniture de matériel sanitaire découvert lors des perquisitions de la rue Ampère ; M. Pierre Place, ingénieur, 57 ans, demeurant 45, rue de Rennes, qui serait, d'après les renseignements recueillis, le chef d'un des régiments de l'association secrète ; M. Place est le père de l'ingénieur Henri Place qui fut arrêté en septembre dernier et remis un peu plus tard en liberté provisoire. M. André Dorléans, âgé de 40 ans, entrepreneur de peinture, demeurant 67, boulevard de Montparnasse, qui aurait importé une certaine quantité de cartouches et jouait un rôle important dans l'association. Enfin, M. Louis de Guevdon, 48 ans, publiciste, demeurant 15, rue Saussier-le-Roy, qui aurait dirigé des exercices de tir dans une carrière de Seine-et-Oise.

Les quatre nouveaux inculpés ont choisi comme avocats Mes Boudier, Pau, André Vienot et Renouvin.

LE C. S. A. R. N'EST QU'UNE INVENTION DE LA POLICE ! », DECLARE M. DELONCLE

Paris, 11 avril. — Interrogé en présence de ses avocats par M. Béteille, juge d'instruction, M. Eugène Deloncle a expliqué que le CSAR n'avait jamais existé et que c'est une invention de la police. En réalité il était le chef de l'OSARN (Organisme spécial d'action régulatrice national), élément de l'U. C. A. D. pour la lutte active contre le communisme.

M. Béteille lui demandant des détails sur l'organisation de l'OSARN, M. Deloncle a précisé que cette organisation comptait environ 50 membres d'état-major et de liaison ; il a assuré que le général Duseigneur n'en faisait point partie.

En ce qui concerne l'origine des armes, M. Deloncle a affirmé qu'elles provenaient de convois destinés à l'Espagne. Avec la complicité de certains importateurs, les commandes étaient majorées et à leur passage en France un certain nombre de caisses étaient l'objet d'adroites substitutions.

Il a expliqué que l' « Osarn » entretenait des rapports de liaison avec l'armée pour l'étude d'un plan défensif commun pour Paris et les grands centres où il y a des noyaux communistes importants.

Il se concerta à plusieurs reprises à ce sujet avec des personnalités militaires.

M. Deloncle a refusé de donner le nom des officiers avec lesquels il était en rapport. Quant à l'origine des fonds de l'association, il a affirmé que les rapports de police qui le représentaient comme ayant touché plusieurs millions étaient absolument fantaisistes. L' « Osarn » n'avait qu'un budget de 400.000 francs. Les autres sociétés secrètes avaient leurs fonds à leur disposition. M. Deloncle a ajouté qu'il connaissait quelques uns de ceux qui ont donné l'argent, mais qu'il pensait n'être jamais amené à révéler leurs noms.

Il a enfin déclaré qu'ils avaient le ferme espoir de triompher ; après avoir soutenu l'armée et repoussé les communistes ils auraient mis en place un gouvernement de Français honnêtes et compétents qui eussent réalisé la réforme de la Constitution sans d'ailleurs changer de régime.

M. Deloncle s'est refusé à donner toutes précisions nouvelles sur les hommes sur lesquels comptait l' « Osarn » pour ce nouveau gouvernement.

Après cet interrogatoire qui a duré plusieurs heures, il a été reconduit à la Santé.

Rio de Janeiro, 11 avril. — On mande de Sao-Paulo qu'un spectateur ayant crié sans raison « au feu », au cours d'une représentation dans un cinéma, une panique s'est emparée de la foule, qui s'est ruée aux portes pour gagner la rue.

Dans la bousculade, une trentaine d'enfants ont été tués et une centaine blessés.

Tirages financiers

FONCIERES 1908

Le numéro 373.633 est remboursé par 100.000 francs.

Le numéro 410.707 est remboursé par 30.000 francs.

COMMUNALES 4 % 1931

Le numéro 1.779.639 est remboursé par 1 million de francs.

Le numéro 2.434.513 est remboursé par 100.000 francs.

Les deux numéros suivants sont remboursés chacun par 50.000 francs : 454.114 et 794.489

Les dix numéros suivants sont remboursés chacun par 20.000 francs : 21.491 66.400 88.639 466 287 553.865 881.983

LES COURSES

HIER LUNDI, A SAINT-CLOUD

Prix d'Evreux. — 1. Pastel : 18 — 12. — 2. Reine de Picardie : 21. — 3. Le Radjah : 33.

Prix War Dance. — 1. Denver : 28 — 13. — 2. Sabir : 15. — 3. Rhododendron : 14.

Prix d'Andresy. — 1. Pearlbris : 46 — 15. — 2. Iroirp : 13.

Prix Sardanapale. — 1. Eridan : 36 — 16. — 2. Fitz : 19. — 3. Athalaric : 50.

Prix du Gazon. — 1. Asthaël : 39 — 17. — 2. Laurier Rose : 22. — 3. Last Post : 19. — 3. Calabraise : 51.

Prix la Farina. — 1. Rousserole : 56 — 19. — 2. Troylus : 20. — 3. Indiara : 22.

Bourse de Commerce de Paris

11 avril 1938

Avoines. — Avril, 130 à 130,50 ; mai, 128,50 ; juin, 129 ; 3 mai, 128,25 à 128,50 ; juillet, 127,25 ; août, 125 ; 3 sept., 124 A. Cote officielle, 125.

Sucres. — Avril, 294 à 294,50 ; mai, 293,50 ; juin, 293,50 ; 3 mai, 293,50 à 294 ; 3 juin, 293 à 294 ; sept., 293 ; 3 oct., 296,50 ; 3 nov., 297,50. Cote officielle, 293 à 294,50.

Huile de lin. — Avril, 400 à 405 ; mai, 403 A.; mai-juin, 410 ; 4 mai, 417 à 421 ; 4 sept., 422 à 427.

Bourse de Commerce du Havre

11 avril 1938

Cotons. — Mai, 404,50 ; juillet, 413,50 ; oct., 425 ; déc., 432 ; janv., 434,50 ; mars, 438,50.

Cafés. — Mai, 165,50 ; juillet, 166,50 ; sept., 168,50 ; déc., 170,75 ; mars, 173,50.

» Les marxistes, pendant leur courte occupation d'une partie du village, ont commis de nombreux excès rappelant ceux que l'on vit au début de la guerre. Ils ont fusillé plusieurs familles dont on a trouvé les cadavres mutilés.

» Le général Franco a ordonné d'ouvrir une enquête afin d'apporter aux peuples civilisés une preuve des actes de sauvagerie des troupes rouges ».

DANS LA CHARENTE un incendie détruit 1.500 hectares de bois

Angoulême, 11 avril. — Un incendie d'une extrême violence s'est déclaré dans les communes de Dignac et de Rougnac (Charente).

Activées par un vent de tempête, les flammes ont détruit 1.500 hectares de bois.

L'Autriche a vécu

Suite de la page 1

Devant une telle comédie, on ne peut qu'admirer les quelques milliers d'Autrichiens qui ont eu le courage de voter « non ».

Nous n'aurons pas la fatuité de penser que toute l'Autriche a voté contre son cœur. Le poison hitlérien a fait ses conquêtes ; l'attraction qu'exerce immanquablement un pouvoir fort a agi. Mais nous persistons à penser que si l'Allemagne avait eu confiance dans la voix d'une Autriche libre, si elle avait pensé que les Autrichiens pouvaient sincèrement vouloir l'anéantissement de leur Patrie, elle n'aurait pas couru le risque d'une guerre pour empêcher, par la force, le plébiscite que le chancelier Schuschnigg avait organisé. Mais l'Allemagne avait plus confiance dans ses méthodes que dans le geste d'une Autriche libre.

Maintenant, le drame s'est achevé. Trahie par un ministre félon, abandonnée par ceux qui auraient pu la sauver, l'Autriche a vécu. Et déjà on cherche quelle sera la nouvelle proie de l'appétit allemand.

Il est un chant qui a beaucoup résonné ces derniers jours du Rhin au Niemen, de la Baltique au Brenner ; c'est le chant du culte hitlérien ; et on y entend ceci :

« Aujourd'hui, l'Allemagne nous appartient ; demain, ce sera le monde entier. »

Il serait temps que nous prenions garde à la menace. On ne se donne même plus la peine de nous la déguiser. L'Allemagne, que nos fautes et notre affaiblissement encouragent, n'est pas loin de se croire tout permis.

René PRETET.